

Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015

Distr. générale
26 février 2015
Français
Original : anglais

New York, 27 avril-22 mai 2015

Suite donnée aux conclusions et recommandations concernant les mesures de suivi de la Conférence d'examen de 2010 des Parties au Traité sur la non- prolifération des armes nucléaires

Rapport présenté par l'Irlande

Introduction

1. En application de la mesure n° 20 du plan d'action adopté par la Conférence d'examen de 2010 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, l'Irlande soumet le présent rapport de synthèse. Le rapport s'inscrit dans le cadre du processus renforcé d'examen du Traité et il est lié à la mise en œuvre du plan d'action, ainsi qu'à l'alinéa c) du paragraphe 4 de l'article VI de la décision de 1995 intitulée « Principes et objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires ». Il est également lié aux mesures concrètes convenues dans le Document final de la Conférence d'examen de 2000 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, rappelant l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice du 8 juillet 1996 à cet égard.

2. Le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires est au cœur des mesures prises à l'échelon international pour prévenir la prolifération des armes nucléaires et poursuivre le désarmement nucléaire.

3. L'Irlande met en évidence, et inscrit au cœur de toutes ses considérations de politique, les conséquences catastrophiques sur le plan humanitaire qu'aurait tout emploi d'armes nucléaires, comme le souligne le Document final de la Conférence d'examen de 2010. Lors de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le désarmement nucléaire, tenue en septembre 2013, Eamon Gilmore, alors Tánaiste et Ministre des affaires étrangères et du commerce de l'Irlande, a relevé que l'inclusion de cette référence aux conséquences catastrophiques sur le plan humanitaire qu'aurait tout emploi d'armes nucléaires offre un moyen puissant de recadrer l'ensemble du débat sur les armes nucléaires et le retour aux principes de base. Il nous faut à tout prix prévenir la prolifération de ces armes inhumaines et insister sur le désarmement nucléaire complet. Nous pensons que l'impérieuse nécessité humanitaire du désarmement nucléaire est inscrite dans l'ADN du Traité sur la non-prolifération. L'Irlande œuvre constamment avec les États animés du



même esprit pour publier des déclarations communes sur la dimension humanitaire du désarmement nucléaire dans des réunions successives sur le Traité et de la Cinquième Commission. En 2013 et 2014, l'Irlande a participé activement aux conférences internationales sur les incidences humanitaires des armes nucléaires tenues en Norvège, au Mexique et, plus récemment, en Autriche. Elle a fourni un financement en appui à la conférence tenue au Mexique, plus précisément pour faciliter la participation d'un certain nombre des États les moins avancés parties au Traité. Nous avons aussi fourni un financement pour la participation des États parties les moins avancés à la conférence tenue en Autriche et pour l'organisation du forum de la société civile avant la conférence.

Désarmement nucléaire (mesures n^{os} 1 à 22)

4. L'Irlande souligne son ferme attachement aux principes et aux objectifs de désarmement nucléaire convenus par la Conférence d'examen de 2010. Elle applique des politiques pleinement conformes au Traité de non-prolifération et à l'objectif d'un monde exempt d'armes nucléaires et elle salue l'accord conclu par la Conférence d'examen de 2010 sur le plan d'action, qui énonce des mesures concrètes en vue de l'élimination totale des armes nucléaires.

5. En ce qui concerne la Conférence sur le désarmement, l'Irlande note le rôle central que la Conférence joue pour la promotion de l'état de droit dans le désarmement, en particulier ses réalisations, notamment la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction, la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction et le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Toutefois, en dépit de ces avancées, la Conférence se trouve depuis longtemps dans l'impasse. L'Irlande convient que la Conférence devrait commencer immédiatement à examiner les dispositions internationales efficaces pour assurer les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes. L'Irlande, représentée par Micheál Martin, alors Tánaiste et Ministre des affaires étrangères, a participé à la réunion de haut niveau destinée à revitaliser les travaux de la Conférence du désarmement et à faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement, tenue en 2010. Il a rappelé que nous déplorons le fait que la Conférence n'ait pas réalisé un travail de fond depuis plus d'une décennie et a préconisé la négociation d'un traité sur les matières fissiles, qui devrait comporter un mécanisme de vérification et couvrir les stocks existants. L'Irlande se félicite de la décision prise par l'Assemblée générale de 2012 de mettre en place deux nouveaux mécanismes pour faciliter les discussions sur les questions que la Conférence n'a pas été en mesure de faire avancer. Elle a formellement présenté un exposé de principes au groupe d'experts gouvernementaux chargé de formuler des recommandations sur les aspects éventuels qui pourraient contribuer à un traité interdisant la production de matières fissiles pour les armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires, sur la base du document CD/1299 et du mandat qui y figure. De même, l'Irlande a participé activement au Groupe de travail à composition non limitée sur le désarmement visant à élaborer des propositions destinées à faire progresser les négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire, en vue de l'instauration et du maintien d'un monde exempt d'armes nucléaires, qui a adopté son rapport par consensus en août 2013. Elle espère que les États dotés d'armes nucléaires prendront part au processus et examineront de

manière constructive la liste des options établie par le groupe de travail pour faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement.

6. L'Irlande a toujours été un fervent partisan du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. En interdisant toutes les explosions expérimentales d'armes nucléaires, le Traité enrayera la mise au point et l'amélioration qualitative des armes nucléaires. Elle a signé le Traité en 1996 et l'a ratifié en 1999. À la dernière Conférence en vue de faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, tenue en 2013, Eamon Gilmore, alors Tánaiste et Ministre des affaires étrangères et du commerce, a réitéré l'appel que nous avons lancé à ceux des États visés à l'annexe 2, dont la ratification était exigée avant que le Traité ne puisse entrer en vigueur, afin qu'ils le signent et le ratifient sans plus tarder. L'Irlande estime que l'entrée en vigueur du Traité renforcera considérablement l'architecture de la sécurité internationale édiflée sur les fondements du Traité sur la non-prolifération et représentera un pas important sur la voie d'un monde exempt d'armes nucléaires. L'Irlande félicite la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires pour l'excellent travail qu'elle a accompli concernant la mise en place d'un système international de surveillance en préparation de l'entrée en vigueur du Traité. Cela permet à la Commission préparatoire de vérifier le respect du Traité à l'échelon mondial. L'interprétation des données occupera une place centrale dans le système de vérification et l'Irlande participe pleinement à l'échange de données avec le Centre international des données de Vienne par l'intermédiaire de notre propre centre national de données basé à Dublin. En 2014, le centre national de données a bénéficié d'un financement supplémentaire pour moderniser ses systèmes en vue de répondre aux normes de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

7. La mesure n° 9 du plan d'action de 2010 encourage la création de nouvelles zones exemptes d'armes nucléaires, là où il y a lieu, sur la base d'arrangements librement conclus entre les États de la région intéressée et conformément aux Directives de 1999 de la Commission du désarmement de l'Organisation des Nations Unies. La Conférence de 1995 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation, a adopté sur le Moyen-Orient une résolution par laquelle elle appelle à créer dans la région une zone, effectivement vérifiable, qui soit exempte d'armes de destruction massive, nucléaires, chimiques et biologiques, et de leurs vecteurs. L'Irlande considère les progrès de cette résolution comme un objectif essentiel et, lors de la Conférence d'examen de 2010, elle a négocié un accord sur un texte soulignant l'importance d'un processus conduisant à la pleine application de la résolution et énonçant un certain nombre de mesures concrètes, notamment l'organisation d'une conférence en 2012. Elle est déçue par le fait que la conférence n'ait pu être organisée à ce jour et elle appuie la poursuite des efforts au niveau international, en particulier ceux du Facilitateur de la Conférence et du Sous-Secrétaire d'État à la politique étrangère et sécuritaire de la Finlande, Jaakko Laajava, visant à organiser dès que possible une conférence sur la question.

8. L'Irlande reconnaît l'importance de la coopération entre les gouvernements, l'ONU, les organisations nationales et régionales et la société civile. Elle a octroyé une somme de 50 000 euros à l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement en vue de la réalisation d'un projet de recherche sur l'impact humanitaire des armes nucléaires et la compréhension de la coordination et de la

réponse de l'ONU. Le projet vise à contribuer à une compréhension fondée sur des faits des conséquences de divers scénarios impliquant une détonation nucléaire et les obstacles à toute réponse internationale coordonnée par l'Organisation des Nations Unies. L'Irlande a également fourni une aide à la publication *Disarmament Forum* de l'Institut, qui présente des informations détaillées et actualisées ainsi que des analyses dans les domaines de la sécurité et du désarmement.

9. La coopération avec la société civile en matière de désarmement et de non-prolifération joue un rôle très important en facilitant des discussions éclairées sur la question et en offrant un outil de surveillance utile des négociations sur le désarmement pour les parties prenantes internationales. L'Irlande entretient des relations de coopération de longue date avec l'initiative Reaching Critical Will, un projet de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, en particulier. L'Irlande fournit des financements à cette organisation depuis 2006 et dialogue régulièrement et de façon active avec elle, notamment dans le cadre des forums internationaux sur le désarmement, tels que les Conférences d'examen, la Première Commission et la Conférence sur le désarmement.

10. La mesure n° 22 du plan d'action de 2010 encourage tous les États à mettre en œuvre les recommandations figurant dans le rapport du Secrétaire général de l'ONU (A/57/124) sur l'étude de l'Organisation consacrée à l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, en vue de faciliter la réalisation des objectifs du Traité à l'appui d'un monde sans armes nucléaires. En mars 2014, le Ministère des affaires étrangères et du commerce de l'Irlande, conjointement avec l'University College Cork et l'Ambassade du Japon en Irlande, a accueilli un important symposium sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, intitulé « Disarmament and non-prolifération: historical perspectives and future objectives ». Le symposium a réuni des responsables politiques, des universitaires, des membres des forces de défense et des défenseurs des droits de l'homme appelés à examiner les questions historiques et courantes de désarmement. Une survivante de la bombe atomique (hibakusha), Setsuko Thurlow, était présente et a fait un récit personnel de son expérience, ce qui a considérablement renforcé l'impact éducatif du symposium. Elle s'est également rendue dans un certain nombre d'écoles où elle a pris la parole. Des diplomates, des membres de la société civile, des universitaires et des étudiants du cycle secondaire et tertiaire ont participé au symposium. L'Irlande attache une grande importance à l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération en tant qu'un moyen de favoriser la réalisation des objectifs du Traité. Un certain nombre d'études découlant du symposium et effectuées par des universitaires irlandais et internationaux sur les questions de désarmement et de non-prolifération ont été publiées dans la revue *Irish Studies in International Affairs*.

11. L'Irlande a également apporté un soutien financier à Atomic Reporters pour un ensemble d'ateliers auquel ont participé des journalistes de haut niveau des pays du Moyen-Orient qui font des reportages sur les questions nucléaires. Atomic Reporters fournit les ressources indispensables aux journalistes faisant des reportages sur la prolifération nucléaire, la sûreté de l'énergie nucléaire, la sécurité et d'autres sujets connexes. Les ateliers visent à éduquer et sensibiliser sur les questions de désarmement nucléaire, la non-prolifération et les propositions relatives à une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive au Moyen-Orient.

Non-prolifération nucléaire (mesures n^{os} 23 à 46)

12. L'Irlande soutient sans cesse les initiatives visant à promouvoir l'universalisation du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Son statut en tant qu'État partie au Traité non doté d'armes nucléaires est également confirmé par le système de garanties généralisées de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et il assure la communauté internationale que l'Irlande honore ses obligations découlant du Traité.

13. L'Irlande appuie l'appel lancé par les conférences d'examen précédentes en vue de l'application des garanties généralisées de l'AIEA à toutes les matières fissiles brutes ou spéciales dans l'ensemble des activités nucléaires à des fins pacifiques dans les États parties, conformément aux dispositions de l'article III du Traité de non-prolifération. L'Irlande a un accord de garanties en vigueur depuis 1977 et a mis en vigueur un protocole additionnel en 2004. Elle continue d'exhorter les États parties au Traité qui doivent encore mettre en vigueur les accords sur les garanties généralisées à le faire le plus tôt possible.

14. L'Irlande participe à l'amélioration ou la mise au point du système de garanties de l'AIEA, notamment grâce au versement régulier de nos contributions statutaires et des contributions à l'Union européenne. Elle contribue également au Fonds de coopération technique. L'Irlande a réoccupé sa place de membre du Conseil des Gouverneurs de l'AIEA en septembre 2014. Elle milite en permanence en faveur du respect universel par les États de leurs obligations en matière de non-prolifération découlant du Traité de non-prolifération.

15. La mesure n^o 36 du plan d'action de 2010 encourage les États parties à utiliser les directives et arrangements négociés et convenus sur le plan multilatéral pour mettre au point leur mécanisme national de contrôle des exportations. L'Irlande applique les mémorandums du Comité Zangger et les directives mises au point par le Groupe des fournisseurs nucléaires et le Régime de contrôle de la technologie des missiles lorsqu'elle évalue les demandes de licences d'exportation. L'Irlande, en tant qu'État membre de l'Union européenne, est déterminée à appliquer la stratégie de l'Union contre la prolifération des armes de destruction massive, adoptée en décembre 2003.

16. La mesure n^o 42 du plan d'action de 2010 invite tous les États parties à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires à ratifier l'amendement à la Convention dès que possible et les encourage à agir en conformité avec l'objet et le but de cet amendement, jusqu'à ce qu'il entre en vigueur. L'Irlande a ratifié l'amendement à la Convention en septembre 2014.

17. L'Irlande adhère aux principes du Code de conduite révisé de l'AIEA sur la sûreté et la sécurité des sources radioactives, ainsi qu'aux Orientations pour l'importation et l'exportation de sources radioactives, qui ont été approuvées par le Conseil des Gouverneurs de l'AIEA en 2004.

18. L'Irlande a signé la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire en 2005 et est en train de finaliser les formalités de ratification. Elle encourage tous les États à signer et à ratifier la Convention au plus tôt.

Utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques (mesures n^{os} 47 à 64)

19. L'Irlande a apporté une aide financière à l'AIEA au titre du Programme d'action en faveur de la cancérothérapie en 2013. L'aide était affectée au financement des missions intégrées dans trois pays d'Afrique subsaharienne, qui devaient évaluer la capacité nationale existante et les besoins futurs en matière de lutte contre le cancer. L'initiative a permis à l'Irlande de contribuer au troisième pilier du Traité sur la non-prolifération – le droit d'utiliser la technologie nucléaire à des fins pacifiques. En démontrant un avantage concret lié au respect du Traité, les activités du Programme favorisent également la mise en œuvre intégrale des dispositions du Traité.

20. En 2010, 2011 et 2012, l'Irlande a accordé une aide financière aux laboratoires de l'AIEA à Seibersdorf en Autriche, plus précisément les laboratoires d'analyse pour les garanties (le laboratoire des matières nucléaires et le laboratoire des échantillons environnementaux). Le laboratoire des matières nucléaires analyse les échantillons de matières nucléaires prélevés à tous les points du cycle du combustible nucléaire et les résultats servent à vérifier les déclarations des États sur la comptabilité des matières nucléaires.

21. L'Irlande a ratifié la Convention sur la sûreté nucléaire, la Convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire, la Convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique, la Convention commune sur la sûreté de la gestion du combustible usé et sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs et l'amendement à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires et a engagé le processus de ratification de la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire. Elle encourage tous les États à devenir parties à ces conventions dès que possible.

22. La mesure n^o 62 du plan d'action de 2010 encourage le dialogue en cours entre les États côtiers et les États expéditeurs sur les mesures de confiance concernant le transport maritime des matières nucléaires. L'Irlande a présidé le processus de dialogue entre les États côtiers et les États expéditeurs en 2012 et a continué de participer activement à ses travaux.
